

OTC

IL FAUT UNE POLITIQUE DE SANCTIONS CONTRE L'AZERBAÏDJAN

Tribune par Grégory Doucet, Maire de Lyon, Anne Hidalgo, Maire de Paris et Benoît Payan, Maire de Marseille

Essentiellement peuplée d'Arméniens, la République d'Artsakh est victime d'un blocus organisé par le régime de Bakou, qui l'asphyxie peu à peu. Les maires de Paris, Lyon et Marseille demandent que la France et l'Union européenne réagissent au plus vite, plan d'action à l'appui.

La politique belliqueuse de l'Azerbaïdjan à l'égard de la République d'Artsakh a pris un nouveau tournant ce lundi 12 décembre avec la fermeture organisée par Bakou de la seule route reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie. Pour faire bonne mesure, jusqu'à vendredi matin, l'Azerbaïdjan avait accompagné ce blocus de la coupure de l'approvisionnement en gaz du Haut-Karabakh, attestant ainsi de sa volonté d'asphyxier la petite république assiégée du Sud Caucase.

Heureusement, alors que la rigueur de l'hiver s'installe dans la région, le pire a été évité par l'intervention des chancelleries occidentales, notamment française, ce qui a contraint Bakou à rétablir la fourniture en énergie.

La situation reste néanmoins intolérable, et la France ne peut accepter la menace persistante pesant sur les cent vingt mille Arméniens de la République du Haut-

Karabakh, dont une partie du territoire est désormais sous occupation azérie. La France ne peut les abandonner à la merci d'un dictateur comme Ilham Aliyev , qui promeut depuis deux décennies une politique de haine raciale à leur encontre.

Le Sénat, puis l'Assemblée nationale, ont d'ailleurs récemment invité notre gouvernement à prendre des mesures structurelles.

Condamner le régime de Bakou

Nous souhaitons donc que le président de la République reçoive à l'Elysée les représentants élus de la République de l'Artsakh. Et, dans un même mouvement, de condamner sans ambages le régime de Bakou, d'autant plus qu'il vient, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, de déclarer que son gouvernement ne négociera plus rien à propos du Haut-Karabakh, en violation totale de ses propres engagements internationaux, et notamment de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Nous demandons également une politique européenne de sanctions à l'encontre de l'Azerbaïdjan, similaires à celles frappant la Russie, à commencer par un gel des avoirs des dignitaires et oligarques azéris.

Et puisque ce régime n'entend plus négocier, nous demandons que la France adopte une position claire à l'égard du Haut-Karabakh, notamment en matière de coopération décentralisée, afin que nos régions, nos départements ou nos villes, à l'image de Paris, de Lyon, de Marseille ou des collectivités territoriales du groupe pays Arménie de Cités Unies France, puissent mobiliser des ressources humaines, financières et matérielles pour aider ce territoire à rebâtir les nombreuses infrastructures détruites par les conflits successifs.

Nous demandons également que la France prenne sa part, en réhabilitant, par exemple, l'aéroport de Stepanakert : la mise en oeuvre d'un pont aérien atténuerait les effets du blocus et soulagerait la vie de milliers de civils, dont le seul tort est de vouloir vivre sur leurs terres.

Résolument convaincus du rôle que doit jouer notre représentation diplomatique, nous appelons aussi monsieur le président de la République et madame la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères à poursuivre leurs efforts, en concertation avec nos partenaires, pour assurer une paix durable dans la région, et garantir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément aux

principes du droit international.

Nous leur demandons enfin d'avoir la plus grande clairvoyance dans la manière dont notre pays et l'Union européenne contractualisent des accords de coopération ou commerciaux avec l'Azerbaïdjan. L'initiative estivale d'Ursula von der Leyen d'approvisionnement en gaz auprès de Bakou, ou plutôt auprès de la Russie via Bakou (voir Tigrane Yégavian dans l'Orient XXI, novembre 2022), nous interroge et nous laisse craindre le pire : que le financement de conflits tels que celui que connaît la République d'Artsakh ne soit pas dénoncé et âprement combattu par nos dirigeants ; et que les civils, premières victimes des conflits armés, ici des Arméniens, là-bas des Ukrainiens ou des Yéménites soient sacrifiés sur l'autel de la realpolitik.

La Croix

21 décembre 2022

AU CAUCASE, LE BLOCUS DU HAUT-KARABAKH S'ETERNISE

La Croix du mercredi 21 décembre 2022 par Olivier Tallès

Des manifestants azerbaïdjanais bloquent depuis dix jours une route vitale pour l'enclave du Haut-Karabakh, peuplé d'Arméniens.

Pour l'Azerbaïdjan, le but est d'ouvrir un corridor vers la province du Nakhitchevan, à l'ouest de l'Arménie.

Que savons-nous du blocus du Haut-Karabakh ?

Depuis le 12 décembre, les quelque 100 000 habitants arméniens de l'enclave contestée du Haut-Karabakh sont coupés du reste du monde. La route montagneuse appelée «corridor de Latchine», dernière et unique voie d'accès entre l'Arménie et le Haut-Karabakh depuis la victoire militaire de l'Azerbaïdjan en 2020, est barrée par des dizaines de manifestants azerbaïdjanais qui protestent officiellement contre « l'exploitation illégale de minerais » et contre les

dégâts environnementaux qu'ils provoquent.

Selon l'Arménie, il s'agirait en réalité de faux manifestants téléguidés par les autorités de Bakou, une analyse partagée par la plupart des observateurs étrangers.

Le pape François s'est déclaré, dimanche 18 décembre, « inquiet pour les conditions humanitaires précaires de la population qui risquent de se détériorer pendant l'hiver » , avant de demander à « toutes les parties de s'engager à trouver des solutions pacifiques pour le bien des populations » ..

Que cherche l'Azerbaïdjan en bloquant ce corridor ?

Au sortir de sa victoire militaire, en automne 2020, l'Azerbaïdjan avait repris une partie du Haut-Karabakh et le contrôle des territoires adjacents, tout en laissant le corridor de Latchine sous la supervision d'une force d'interposition de la Russie. L'accord de cessez-le-feu prévoyait la réouverture des voies de communication entre Bakou et la province azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, séparé du reste de l'Azerbaïdjan par un bras du territoire arménien. Mais deux ans après, les négociations en vue de la signature d'un traité de paix sont au ralenti.

« Bakou veut une victoire politique après ses succès sur le terrain, constate Gaïdz Minassian, enseignant à Sciences Po. En bloquant la route de Latchine, il exerce une pression sur Erevan afin d'obtenir le contrôle du corridor de Meghri pour relier l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan. » Un tel projet pourrait s'accompagner d'une perte de souveraineté arménienne sur sa frontière avec l'Iran, une option rejetée à la fois par les Arméniens et les Iraniens.

Comment réagissent les pays de la région face à ce blocus ?

Les forces d'interposition russes sont restées étrangement passives face aux manifestants azerbaïdjanais. Pour certains observateurs, il s'agirait d'envoyer un message aux autorités arméniennes, car à Erevan, on ne se presse pas pour répondre au plan de paix imaginé à Moscou. Accaparée par sa guerre contre l'Ukraine, la Russie a perdu beaucoup de son crédit dans le Caucase.

Les Américains et les Français, coprésidents historiques du groupe de Minsk avec la Russie sur le dossier du Karabakh, ont déploré les « entraves » mises à la

circulation entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, qui entraînent « des conséquences humanitaires graves pour la population locale ». Profitant du recul russe, les Occidentaux ont proposé aux deux belligérants leur propre plan de paix.

La Libre Belgique

20 décembre 2022

LE PATRIMOINE ARMÉNIEN EN GRAND DANGER AU KARABAKH

La Libre Belgique du mardi 20 décembre 2022 par Christophe Lamfalussy Envoyé spécial à Erevan

De Erevan, jusqu'aux États-Unis, des universitaires scrutent des images satellites et des vidéos. Ils ont en commun une passion pour le patrimoine arménien. Et leur constat est dramatique : des centaines de tombes, églises, stèles et statues ont été détruites ou endommagées dans les territoires reconquis en 2020 par les forces azerbaïdjanaises au Nagorno-Karabakh. Leur inquiétude est grande : et si un nouveau génocide culturel avait, dans un silence absolu, commencé dans cette terre ancestrale arménienne diaboliquement offerte en 1921 par Staline aux communistes azerbaïdjanais ?

À Etchmiadzin, siège du patriarche de l'Église apostolique arménienne, l'archevêque Natan déplie une grande carte. Elle indique toutes les églises, monastères, forteresses médiévales, ponts, sans oublier les fameux khatchkars, ces blocs de pierre qui symbolisent l'histoire chrétienne de l'Arménie, se trouvant en Artsakh, le nom que donnent les Arméniens au Karabakh, et dans les six districts que les indépendantistes ont rétrocédés en 2020 à l'Azerbaïdjan. C'est une multitude de points. Toutes les zones recèlent des vestiges arméniens.

"Nous sommes impuissants", dit l'archevêque, ancien primat de l'Église arménienne en Ukraine. "Tout ce que nous pouvons faire, c'est demander aux progressistes du monde entier d'élever la voix. Et aux grandes puissances – comme les États-Unis et les Européens – d'agir. Il y a eu des condamnations mais

personne n'a proposé des sanctions. Nous demandons de faire ce que vous faites avec la Russie."

Petit pays coincé entre la Russie, la Turquie, l'Iran, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, l'Arménie est livrée à la merci de ses voisins. Elle est peu entendue dans le monde occidental, malgré les efforts déployés par sa diaspora. L'Unesco, dont la mission est la protection du patrimoine mondial, n'a pas pu envoyer de mission d'expertise au Karabakh. L'Azerbaïdjan la refuse depuis 2020, malgré une demande expresse de sa secrétaire générale, la Française Audrey Azoulay. "Les négociations sont toujours en cours", confirme une déclaration laconique de l'Unesco, sollicitée par La Libre Belgique.

Deux portails académiques - Qu'en est-il exactement ?

Au moins deux portails académiques - Caucasus Heritage Watch (CHW) à l'université Cornell aux États-Unis et Monument Watch à l'université de Erevan - ont entrepris de surveiller le sort réservé à l'héritage culturel arménien dans le Haut-Karabakh. À défaut de pouvoir se rendre sur place, ils utilisent les images satellitaires, les vidéos diffusées par des militaires ou civils azéris ou certains reportages, comme ceux de la BBC.

Car si les Arméniens ont descellé plusieurs khatchkars lors de leur retraite en 2020, notamment deux qui se trouvaient au monastère de Dadivank, pour les mettre à l'abri en Arménie même, il reste dans l'enclave d'innombrables tombes, églises, stèles. Elles seraient au nombre de 4 000 environ. Beaucoup sont en mauvais état, résultat d'années de disgrâce pendant la période soviétique athée. Des églises furent transformées en granges, étables ou entrepôts. Mais les autorités locales avaient commencé à les restaurer après 1994, la première guerre du Haut-Karabakh.

Entre règlement de compte et réécriture de l'histoire

Or, sur les réseaux sociaux, on voit des individus renverser des croix et des statues de patriotes arméniens, briser des monuments funéraires. En mars 2021, une équipe de la BBC a découvert qu'à Jabrayil, ville détruite pendant la première guerre de 1994, une église arménienne, bien en place après l'offensive azérie, avait été totalement rasée par la suite. Sur base d'images satellites, Caucasus Heritage Watch documente aussi la destruction totale du village de Mokhrenes/Susanlyg et de son église entre mars et juillet 2022 et parle de

menaces pesant sur des ponts et églises, principalement à cause de travaux routiers "où des bulldozers s'approchent sans faire attention des structures fragiles, centenaires", selon un rapport publié en octobre. "Pour le moment, les sites menacés sont plus nombreux que les sites endommagés ou détruits", ajoute l'organisation qui dit espérer que le gouvernement azerbaïdjanais entreprenne des efforts de préservation. CHW recense aussi quelques mosquées détruites, afin d'être le plus objectif possible.

Côté arménien, le ton est plus alarmiste, d'autant plus que Bakou développe la thèse que les Arméniens auraient repris à leur compte l'héritage laissé par des Albanais du Caucase, une communauté chrétienne disparue qui vivait selon les historiens beaucoup plus à l'est du Karabakh, dans l'actuel territoire de l'Azerbaïdjan. "Les Azéris, non seulement détruisent, mais effacent aussi les noms. Parfois, ils disent que c'est une église albanaise. Parfois, ils datent une église au XIXe siècle. C'est toute une entreprise de manipulation", dénonce le professeur Hamlet Petrosyan, directeur de Monument Watch à Erevan.

Le précédent du Nakhitchevan

La peur d'un nettoyage ethnique est profondément ancrée dans la mémoire des Arméniens, non seulement en raison du génocide de 1915-1916, mais aussi parce que l'Azerbaïdjan a totalement effacé leurs traces dans la province du Nakhitchevan. Tout comme le Karabakh, cette province avait également été transmise à l'oblast de l'Azerbaïdjan par Staline en 1921.

"Je suis pessimiste en raison du passé", poursuit l'archevêque Natan. "Au Nakhitchevan, les destructions se sont poursuivies jusqu'en 2007. Environ 23 000 tombes et 89 églises ont été démolies. Près de 6 000 khatchkars ont été détruits en 3-4 jours en 2005. Les Arméniens ont dû quitter massivement la province et créer une ville nouvelle en Iran, Djolfa."

Une enquête passionnante du Caucasus Heritage Watch, publiée en septembre dernier et intitulée, documente l'oblitération de l'héritage arménien de la province azérie. En comparant des images des avions de reconnaissance américains, des cartes soviétiques, des archives de l'historien Argam Ayvazyan et des images satellites, les chercheurs sont parvenus à déterminer que 98 % des traces arméniennes avaient été effacées. Même des ruines de monastères ont été passées au bulldozer.

"Des représentants du gouvernement d'Azerbaïdjan maintiennent qu'il n'y a jamais eu d'Arméniens au Nakhitchevan, alors il n'y a pas de patrimoine et, par ailleurs, pas d'éradication culturelle. Des décennies d'images satellites (...) démentent cette fiction officielle", concluent les universitaires.

Ces trois images satellites montrent comment, au Nakhitchevan, un cimetière arménien a été finalement recouvert par un monument gigantesque et un musée consacrés au drapeau azerbaïdjanais. Le State Flag Square and Museum a été inauguré en 2014. La plupart des destructions ont eu lieu à partir de 1994, après la première guerre du Karabakh.

SANS NOUVELLES DE TIGRANAKERT, LA CITÉ ANTIQUE DÉCOUVERTE EN 2003.

L'une des conséquences immédiates de la défaite arménienne au Karabakh à l'automne 2020 fut l'impossibilité, pour le professeur Hamlet Petrosyan, d'accéder à la ville antique qu'il avait découverte en 2003 dans le sud de l'enclave arménienne en Azerbaïdjan. "Ce fut une tragédie pour moi", raconte le chef de la mission archéologique dans son bureau de l'université de Erevan. "Après quinze ans de fouilles, nous n'avons trouvé que 5 à 6 pourcents de la cité."

Cette ville, qu'il a baptisée la "Tigranakert d'Artsakh", est selon lui "un exemple classique de l'urbanisme et des fortifications hellénistiques", inspiré d'Alexandrie au IIIe siècle avant J.-C. et vraisemblablement fondé par l'un des rois d'Arménie, Tigrane Ier ou son fils, Tigrane II le Grand.

Construite sur un promontoire, la cité devait protéger ses habitants contre les invasions venues du Caucase du Nord. Lors des fouilles, un épais mur d'enceinte triangulaire a été excavé, avec de lourdes pierres symétriquement alignées selon les techniques hellénistiques, de même qu'une tour. L'archéologue voit dans la configuration de la cité une proximité avec les cités grecques de Priène, Éphèse ou Milet, toutes situées actuellement en territoire turc.

"C'était une ville très riche, multiethnique. Ses premiers habitants n'étaient pas seulement arméniens, mais aussi grecs", dit-il. "Dans les histoires géographiques arabes, on l'appelait 'la ville grecque'. Plus tard, elle a fonctionné comme un premier centre chrétien."

Le "non-sens des propagandistes"

Le professeur Petrosyan, membre de l'Académie nationale des sciences de la République d'Arménie, parle avec passion de cette découverte qu'il a faite avec son équipe, il y a quinze ans. Un petit musée a été construit à côté du site pour abriter les découvertes. Mais l'offensive de 2020 a mis fin à ses fouilles, et surtout, certains en Azerbaïdjan ont tenté de discréditer son travail. Un documentaire diffusé sur la chaîne en russe de CBC TV Azerbaïdjan a laissé entendre que les Arméniens avaient inventé des "cités antiques" au Karabakh pour conforter la thèse que cette terre était la leur.

L'archéologue a réagi en écrivant un post, mais se lamente de n'avoir jamais rencontré un archéologue azéri qui prenne ses distances avec la propagande de Bakou. "C'est difficile et souvent inutile pour un chercheur de répondre au non-sens des propagandistes", dit-il. Aujourd'hui, il scrute les images satellites pour savoir ce qui se passe à Tigranakert.

Armews

20.12.2022

Le Conseil de sécurité de l'ONU discutera aujourd'hui de la situation autour du corridor de Latchine

Suite à la demande de l'Arménie, le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra une réunion aujourd'hui 20 décembre à New York, au cours de laquelle la situation autour du corridor de Latchine sera discutée.

Selon « *Armenpress* », la discussion est inscrite à l'ordre du jour de la session du Conseil de sécurité de l'ONU sur la base de la lettre adressée au président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Arménie auprès de l'ONU.

Vahan Hunanyan, porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères, a également informé à ce sujet. « *Sur la base de la demande de la République d'Arménie, le Conseil de sécurité de l'ONU discutera de la situation dans le corridor de Latchine* » a écrit Vahan Hunanyan.

Depuis le 12 décembre, l'Azerbaïdjan maintient fermée la seule route reliant l'Artsakh à l'Arménie et au monde, le corridor de Latchine.

Armenpress

21 décembre 2022

[Décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur la question du corridor de Latchine](#) | [ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur la question du corridor de Latchine

EREVAN, 21 DÉCEMBRE, ARMENPRESS: Le 21 décembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a examiné la demande du gouvernement arménien d'appliquer des mesures provisoires contre l'Azerbaïdjan, lit-on dans le message du bureau du représentant arménien pour les questions juridiques internationales.

Dans un communiqué, la CEDH a déclaré que les autorités azerbaïdjanaises devaient « prendre toutes les mesures relevant de leur compétence pour assurer le passage en toute sécurité, par le «corridor de Latchine» , des personnes gravement malades nécessitant un traitement médical en Arménie et des autres personnes bloquées sur la route, sans abri ni moyens de subsistance ».

Il ne dit rien sur la reprise des livraisons de nourriture, de médicaments et d'autres produits essentiels à la population du Karabakh.

Le tribunal de Strasbourg a pris cette « mesure provisoire » à la demande du gouvernement arménien. Ce dernier a demandé cette mesure et d'autres injonctions peu après le début du blocus routier le 12 décembre.

La déclaration de la CEDH fait valoir qu'un accord négocié par la Russie, qui a mis fin à la guerre de 2020 au Karabakh, exige que Bakou « garantisse la sécurité des déplacements des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine, dans les deux directions ». Il précise également que « la

mesure dans laquelle le gouvernement azerbaïdjanais contrôle actuellement la situation dans le »couloir de Latchine « est contestée et peu claire à ce stade. »

L'unique route reliant le Karabakh à l'Arménie a été bloquée par des groupes d'Azerbaïdjanais exigeant que leur gouvernement soit autorisé à inspecter les opérations minières « illégales » au Karabakh et à évaluer leur impact sur l'environnement.

Bakou soutient leurs demandes tout en niant la responsabilité du blocage. Elle affirme également que les manifestants n'entravent pas la circulation dans le corridor contrôlé par les forces de maintien de la paix russes.

Armenews

20.12.2022

L'Iran espère que la question de la levée du blocus du corridor de Latchine sera résolue par le dialogue entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, a exprimé l'espoir que la question de la levée du blocus du corridor de Latchine sera résolue par le dialogue et la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En réponse à la question de l'agence de presse « ISNA » sur le blocage du corridor de Latchine, a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani.

« La République islamique d'Iran a toujours souligné que la pleine mise en œuvre des dispositions de la déclaration trilatérale sur le cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan peut mettre fin aux divergences entre les deux pays » a souligné le chef de la diplomatie d'Iran.

Déclarant que l'établissement de la paix et de la stabilité dans la région nécessite d'éviter toute tension inutile, N. Kenani a exprimé l'espoir que la question du déblocage du corridor de Latchine sera résolue par le dialogue et des négociations pacifiques entre les parties.

Armenews

20.12.2022

Le mandat de la mission des observateurs de l'UE en Arménie est terminé, l'UE enverra une nouvelle équipe en Arménie à la frontière arméno-azérie

Les observateurs de l'UE ont terminé leur mission de deux mois en Arménie. Sur la base de l'accord des dirigeants arménien, azéri, du Conseil européen et de la France, l'Union européenne a déployé des observateurs le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan le 20 octobre pour surveiller, analyser et rendre compte de la situation sur le terrain.

"Le déploiement de 40 experts européens a été efficace et a contribué à renforcer la confiance. Aujourd'hui, nous entamons une nouvelle phase d'engagement de l'UE dans le Caucase du Sud avec une équipe de transition qui préparera le terrain pour une éventuelle mission à plus long terme de l'UE en Arménie, dans le but ultime de contribuer à une paix durable dans la région » a déclaré au nom de l'UE, Josep Borrell, Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Le Conseil de l'Union européenne, en accord avec les autorités arméniennes, a décidé que la mission d'observation de l'UE en Géorgie déploierait en Arménie une équipe d'appui à la planification de la transition, qui sensibiliserait davantage l'UE à la situation en matière de sécurité et contribuerait à la planification et à la préparation d'une nouvelle mission civile dans le pays. Source Radiolur.

Armenews

19.12.2022

À la suite de l'agression azérie sur l'Arménie du 13 septembre, 224 militaires et civils Arméniens ont été tués selon le Comité d'enquête

À la suite de l'agression menée par l'Azerbaïdjan contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République d'Arménie les 13 et 14 septembre 2022, la partie arménienne compte 224 victimes, rapporte la commission d'enquête d'Arménie. Au 19 décembre, les corps de tous les militaires remis par l'Azerbaïdjan à la

partie arménienne ont été identifiés. Néanmoins, l'emplacement de 3 militaires Arméniens tués reste inconnu. Source Radio publique d'Arménie.

Armenpress

19.12.2022

Le Secrétaire général de l'OTSC attend l'adoption du projet d'assistance finalisé pour l'Arménie.

Le Secrétaire général de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), Stanislav Zas, déclare que l'OTSC a agi rapidement et efficacement et a adopté plusieurs décisions importantes concernant les combats du 13 septembre à la frontière arméno-azerbaïdjanaise, lorsque l'Azerbaïdjan a attaqué l'Arménie.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, il a déclaré que pour la première fois dans l'histoire de l'organisation, l'OTSC a convoqué 5 sessions du Conseil de sécurité collective en un an.

"Trois fois, la session a été convoquée par le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan. La situation à la frontière arméno-azerbaïdjanaise a été discutée lors des sessions d'urgence du Conseil de sécurité collective de l'OTSC. Sur instruction des dirigeants, une mission de surveillance a été mise en place, dirigée par le secrétaire général et le chef d'état-major interarmées. Je tiens à souligner le travail rapide qui a été enregistré lors des événements de septembre", a déclaré M. Zas.

Il a déclaré que le 13 septembre, lors de violents combats à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les dirigeants de l'OTSC se sont rencontrés en ligne pour tenir un sommet et discuter de la situation.

"Il a immédiatement été décidé d'envoyer une mission de surveillance en Arménie. Le jour suivant, l'avion transportant le premier groupe de la mission de surveillance a atterri à Erevan. Et les études ultérieures montrent que nous pouvons travailler partout où il est nécessaire d'agir rapidement et efficacement. À la suite du travail de cette mission, plusieurs décisions du Conseil de sécurité collective concernant les mesures modernes d'aide à l'Arménie ont été élaborées et discutées lors du Sommet du 23 novembre à Erevan. J'espère qu'après les

amendements respectifs, nous parviendrons à l'adoption globale de deux documents complémentaires très importants - je parle de l'aide à l'Arménie et de la déclaration du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OTSC en faveur des efforts visant à établir la paix dans la région du Sud-Caucase", a déclaré M. Zas.

Armenpress

17.12.2022

L'ancien chef du renseignement des Forces armées arméniennes a été arrêté

Arayik Harutyunyan, l'ancien chef du renseignement des Forces armées arméniennes, a été arrêté. L'information a été confirmée par le bureau du procureur général de la République d'Arménie.

Plus tôt, le bureau du procureur a signalé que le commandant de l'unité militaire N du ministère de la Défense, ayant l'obligation de prendre des décisions en temps opportun sur le devoir de combat, d'assigner des tâches aux subordonnés et de surveiller leur exécution, de prévenir les violations de la frontière d'État, de contacter ligne, ainsi que pour exclure et arrêter la possibilité d'une attaque soudaine de l'ennemi, le 15 avril 2021, après avoir appris que les exigences de l'ordre émis par lui le 5 avril 2021 n'ont pas encore été remplies, n'a pas pris toutes mesures visant à assurer le respect des exigences de la commande.

En conséquence, les forces armées de la République d'Arménie ont été privées de la possibilité de détecter et de contrer à temps l'attaque surprise contre la République d'Arménie, entraînant de graves conséquences. Le 12 mai 2021, des unités des Forces armées d'Azerbaïdjan ont traversé la frontière de l'État de la RA le long des parties de la ligne de contact adjacentes aux colonies de Verin Shorja, Kut et de la commune de Norabak de la région de Gegharkunik, où en raison de l'inaction du commandant de l'unité militaire, le devoir de combat n'a pas été établi et est entré dans la frontière de l'État de la RA qui était de déployer des positions de combat, en établissant le contrôle sur le territoire souverain de la République d'Arménie.

Selon la décision du procureur de tutelle, le 13 décembre 2022, des poursuites pénales publiques ont été engagées contre Arayik Harutyunyan en vertu de la partie 3 de l'article 365 du Code pénal de la RA adopté le 18 avril 2003 (violation des règles du devoir militaire ou du combat service, qui a causé de graves conséquences).

Armenpress

16.12.2022

Nikol Pashinyan a reçu Richard Moore

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu Richard Moore, chef du Secret Intelligence Service de Grande-Bretagne. Information du service de presse du cabinet du Premier ministre.

Leurs entretiens ont porté sur des questions liées aux processus qui ont lieu dans la région du Caucase du Sud.

Des sujets liés à la sécurité régionale et internationale ont également été abordés.

POLITIQUE

Armenpress

19.12.2022

Nomination

L'ancien ministre des Finances Tigran Khachatryan a été nommé vice-Premier ministre, par un décret du Président arménien.

Armenpress

19.12.2022

Le chef d'état-major des forces armées et l'ambassadeur de Chine se disent prêts à poursuivre leur coopération.

Le chef d'état-major général des forces armées et premier vice-ministre de la Défense, le major-général Edward Asryan, a eu une rencontre avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Arménie, Fan Yong.

L'attaché militaire de l'ambassade de Chine, le colonel principal An Qiang, a également participé à la rencontre.

Les parties ont hautement apprécié le niveau de la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de la défense.

Les interlocuteurs ont exprimé leur volonté de poursuivre la coopération en matière de maintien de la paix, d'éducation et de médecine militaires, ainsi que l'organisation de visites réciproques de délégations de haut rang, a annoncé le ministère de la défense dans un communiqué.

Armenpress

18.12.2022

Disparition de Galust Sahakyan

Galust Sahakyan, ancien président de l'Assemblée nationale d'Arménie, membre du conseil du Parti Républicain d'Arménien vient de disparaître. Galust Sahakyan était né le 8 avril 1948 à Erevan.

En 1971 il était diplômé en philologie à l'Université d'État d'Erevan.

Entre 1972 et 1991 il a enseigné à l'école n ° 30 à Erevan, a été directeur adjoint des écoles n ° 94 et n ° 153, directeur des écoles n ° 3 et n ° 185. Entre 1991 et 1996 il fut vice-président du comité exécutif du conseil de l'arrondissement Machtots d'Erevan, en tant que Premier adjoint.

Entre 1995 et 1999 il fut député à l'Assemblée nationale (circonscription n° 32). Membre du Comité permanent de l'Assemblée nationale sur la Science, l'éducation, la culture et la jeunesse. Membre de du groupe « République » puis

du groupe parlementaire « Yerkrpah »..

De 1999 et 2003 : Député à l'Assemblée nationale (système électoral proportionnel, bloc « Unité »). Vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale sur la science, l'éducation, la culture et la jeunesse.

Entre 2003 et 2007 : Membre de l'Assemblée nationale (système électoral proportionnel, Parti Républicain d'Arménie). Membre de la Commission permanente de l'Assemblée nationale sur les affaires étatiques et juridiques. Chef de faction du Parti Républicain d'Arménie.

Entre 2007 et 2012 : Membre de l'Assemblée nationale (système électoral proportionnel, Parti Républicain d'Arménie). Membre de la commission permanente de l'Assemblée nationale sur la défense, la sécurité nationale et les affaires intérieures. Chef de faction Parti Républicain d'Arménie. Vice-président du PRA, membre de l'organe exécutif et du conseil de la PRA.

Le 6 mai 2012, il a été élu député à l'Assemblée nationale du Parti républicain d'Arménie au scrutin proportionnel. Chef de faction PRA. Vice-président de la PRA, membre de l'organe exécutif et du conseil de la PRA.

De 2014 à 2017 il fut président de l'Assemblée nationale d'Arménie.

Armenpress

16.12.2022

Le Premier ministre discute de la coopération entre l'Arménie et l'UE avec le représentant de l'UE

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu le Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure pour la politique de sécurité et de défense commune et la réponse aux crises, Charles Fries. Information du service de presse du cabinet du Premier ministre

Le Premier ministre a souligné l'importance du déplacement de M. Fries à Erevan et a insisté sur la dynamique positive de la coopération entre l'Arménie et l'UE. En particulier, Nikol Pashinyan a souligné l'importance du soutien apporté par

l'UE à la mise en œuvre effective de l'agenda de réformes démocratiques en cours dans notre pays.

Les interlocuteurs ont discuté de questions liées aux relations entre l'Arménie et l'UE, ainsi que des activités de la mission d'observation de l'UE en Arménie à la frontière avec l'Azerbaïdjan. Le Premier ministre a souligné le rôle de la mission de l'UE dans la sécurité et la stabilisation de la situation.

Les parties ont également évoqué la situation dans le corridor de Latchine, la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et d'autres questions d'intérêt mutuel.

Armenpress

16.12.2022

Armen Grigoryan informe les responsables suédois de la crise actuelle créée par le blocage azéri du corridor de Latchine

Le Secrétaire du Conseil de sécurité arménien, Armen Grigoryan, a rencontré le 15 décembre le ministre des Affaires étrangères de la Suède, Tobias Billström, le président de la commission parlementaire des Affaires étrangères, Aron Emillson, et les membres de la commission, a indiqué le Bureau du Secrétaire du Conseil de sécurité.

Armen Grigoryan a présenté la crise humanitaire actuelle dans le Haut-Karabakh résultant du blocus du Corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan depuis le 12 décembre. Ce corridor est la seule route reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie et au monde extérieur. Dans ce contexte, il a souligné l'importance d'une réponse adéquate de la communauté internationale.

Le ministre suédois des Affaires étrangères, Tobias Billström, a souligné la volonté de la Suède de contribuer à assurer la stabilité et à surmonter les conflits dans la région dans le cadre de l'OSCE et avec le soutien de l'Union européenne.

ARTSAKH

Armenpress

19.12.2022

Un patient meurt à l'hôpital d'Artsakh à cause du blocage du corridor de Latchine

Un citoyen est mort à l'hôpital en Artsakh. Il était impossible de transporter ce dernier à Erevan, car les Azerbaïdjanais ont bloqué la route Goris-Stepanakert pendant 8 jours.

Le patient, qui suivait des cours d'hémodialyse depuis plus de 15 ans, a dû être transféré dans un autre centre médical. Un autre patient nécessitant une opération cardiaque urgente a été transporté en ambulance, accompagné par le Comité international de la Croix-Rouge, les troupes russes de maintien de la paix et la police à travers le corridor de Lakhine, d'abord au centre médical de Goris, puis à la clinique de cardiologie de Nork-Marash.

Bien qu'il ait été possible de transférer ce patient particulier à Erevan, de nombreux patients de l'hôpital républicain d'Artsakh ne peuvent être transférés à Erevan. Actuellement, 92 patients sont hospitalisés à l'hôpital, 11 sont dans l'unité de soins intensifs, 4 d'entre eux sont dans un état critique. La situation est la même au centre médical pour enfants "Arevik", où 12 enfants se trouvent dans le service de réanimation, de soins intensifs et de néonatalogie. L'état d'un enfant de 4 mois dans le centre médical est extrêmement grave, selon le directeur exécutif du centre médical, la vie de l'enfant est en danger. Il y a un besoin urgent de déplacement à Erevan.

Armenpress

19.12.2022

« Sans sanctions, le régime d'Aliyev ne reviendra pas à la raison », affirme un officiel du Haut-Karabakh.

Le conseiller du ministre d'État de l'Artsakh Artak Beglaryan demande au Conseil de sécurité de l'ONU de discuter du blocus azéri du corridor de Latchine. Beglaryan a déclaré que cela permettrait d'exercer une pression internationale de

haut niveau sur l'Azerbaïdjan.

Beglaryan, qui lui-même ne peut pas retourner au Haut-Karabakh en raison du blocus, manifeste depuis huit jours devant le bureau de l'ONU en Arménie.

Beglaryan a déclaré que des sanctions devaient être imposées contre l'Azerbaïdjan.

Il a décrit la réaction internationale au blocus azéri comme partiellement ou entièrement positive, mais il a évalué le résultat et l'efficacité comme négatifs.

« Indépendamment de ce qui est dit, il est évident que cela n'affecte pas le comportement de l'Azerbaïdjan. Et c'est déjà le huitième jour que l'Azerbaïdjan poursuit le blocus total, la captivité collective du peuple d'Artsakh. De ce point de vue, j'évalue les actions de la communauté internationale comme négatives », a déclaré Beglaryan aux journalistes.

Le Bureau du représentant arménien pour les affaires juridiques internationales a fait appel à la Cour européenne des droits de l'homme, demandant d'imposer des mesures provisoires et d'obliger l'Azerbaïdjan à débloquent le corridor de Latchine. La CEDH a donné à l'Azerbaïdjan jusqu'au 19 décembre pour répondre à la demande. Cependant, Beglaryan a déclaré qu'il ne pouvait pas dire avec certitude combien de temps le tribunal discuterait de la question et quand la décision provisoire serait publiée.

« Dans le même temps, des processus ont commencé au CSNU. Il a été annoncé qu'à l'initiative de la France la question de l'Artsakh, à savoir la route, a été discutée entre autres questions en format fermé. Nous attendons et exigeons, et le ministère arménien des Affaires étrangères fait également des efforts dans ce sens, que le Conseil de sécurité de l'ONU tienne des discussions urgentes et ouvertes sur cette question, afin que le CSNU et les membres du Conseil expriment des positions claires. C'est l'un des formats importants à travers lesquels il sera possible d'exercer une pression internationale sur l'Azerbaïdjan », a déclaré Beglaryan.

Il a déclaré qu'il était plus important de prendre des mesures pratiques, ce qui signifie l'initiation d'éventuelles mesures de responsabilisation contre l'Azerbaïdjan et les autorités azerbaïdjanaises. « Sans mesures claires de responsabilité, sans sanctions, je suis sûr que le régime Aliyev ne reviendra pas à

la raison. Et cette impunité conduira toujours à de nouveaux crimes », a déclaré Beglaryan.

Beglaryan a déclaré que si ce n'est pas la communauté internationale collective, au moins les pays individuels devaient exprimer la menace de sanctions, cela pourrait agir comme une mesure de restriction. Cependant, il a dit qu'il est peu probable que les pays le fassent, mais en même temps pas impossible.

"Mais il est regrettable que dans ce contexte, alors que des sanctions sont nécessaires, un accord d'approvisionnement énergétique soit signé avec Aliyev à Bucarest le 17 décembre, ce qui est un programme très important. La présidente de la Commission européenne était présente et, sur fond de blocus, elle a signé l'accord avec Aliyev et a souhaité la bienvenue à Aliyev, c'est déjà regrettable », a déclaré Beglaryan.

Beglaryan a déclaré qu'il est clair que l'Azerbaïdjan a des conditions préalables pour ouvrir la route, sinon la route aurait été ouverte depuis longtemps. « Ils attendent, exigent quelque chose, c'est pourquoi ils le gardent fermé. Ils ont des objectifs profonds à la fois explicitement et secrètement. La partie russe travaille dans ce sens, elle fait de la médiation, il y a un certain processus de négociation », a déclaré Beglaryan.

La partie du Haut-Karabakh est également impliquée dans les pourparlers. Chaque dialogue se déroule avec des efforts de médiation du côté russe. Beglaryan a déclaré qu'il était sûr que le principal objectif profond de l'Azerbaïdjan était l'exode des Arméniens d'Artsakh, le génocide, le nettoyage ethnique. Alors que l'objectif stratégique de la partie arménienne doit être le contraire - le maintien de l'Artsakh comme patrie arménienne, la stabilisation de la situation et à long terme le renforcement et le développement de l'Artsakh avec l'Arménie, ce qui permettrait de rechercher une solution durable, juste et définitive au conflit avec le soutien de la communauté internationale.

Parlant de la crise humanitaire en Artsakh à la suite du blocus, Beglaryan a déclaré que l'Artsakh avait encore des réserves, mais déjà moins. Des pénuries de divers articles existent.

19.12.2022

Ruben Vardanyan: « La vie continue, nous avançons »

Le ministre d'État du Haut-Karabakh Ruben Vardanyan s'est dit confiant que le Haut-Karabakh surmontera les difficultés grâce à l'unité.

« Cela fait déjà plus de 168 heures que nous sommes sous blocus. La vie continue, nous avançons, rien n'a changé dans notre décision : la seule voie pour nous est d'avancer de manière à garder notre dignité », a déclaré Vardanyan dans un message vidéo en direct sur les médias sociaux.

Il a ajouté qu'il s'est rendu hier à Martuni, Martakert, et qu'il prévoit de se rendre à Askeran aujourd'hui.

"Je suis convaincu que nous surmonterons tout cela, que nous avancerons. Je peux voir que la partie robuste de la société veut et est prête à changer", a déclaré M. Vardanyan.

Le ministre d'État a attaché de l'importance à la lutte contre l'indifférence. "Nous n'avons pas d'autre moyen, la seule façon de surmonter ces difficultés est d'avoir foi les uns dans les autres, de se respecter mutuellement et d'avancer ensemble", a déclaré M. Vardanyan.

L'Azerbaïdjan a bloqué le corridor de Latchine - la seule route reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie et au reste du monde - le 12 décembre. En outre, quatre villages du Haut-Karabakh ont perdu leur connexion avec la capitale, Stepanakert. Un jour plus tard, l'Azerbaïdjan a coupé l'approvisionnement en gaz du Haut-Karabakh, mais l'a rétabli le 16 décembre. La route reste bloquée.

Armenpress

17.12.2022

L'Artsakh dément les accusations azerbaïdjanaises sur l'ouverture du feu

La déclaration du ministère de la Défense azerbaïdjanais selon laquelle les unités de l'armée de défense ont ouvert le feu sur les positions azerbaïdjanaises le 17 décembre, vers 09h05, est une désinformation, a indiqué le ministère de la

défense de l'Artsakh.

Armenpress

16.12.2022

Pendant les cinq jours du blocus, 13 enfants sont nés en Artsakh

Du 12 au 16 décembre, 13 naissances ont été enregistrées dans les centres de santé maternelle et infantile de la République d'Artsakh et de Stepanakert.

Angelina Isakhanyan, porte-parole du ministère de la Santé de l'Artsakh, en a informé lors d'une conversation avec le journaliste d'Armenpress que *"Parmi les nouveau-nés, 4 sont des garçons, 9 sont des filles. 2 des naissances ont été enregistrées dans la région de Martakert, 1 à Martouni et les autres à Stepanakert »*.

Selon ses informations, à l'heure actuelle, les médicaments et fournitures médicales de premier secours nécessaires sont suffisants, cependant, selon Angelina Isakhanyan, du point de vue de leur approvisionnement, la fermeture de la seule route reliant l'Artsakh à l'Arménie et au monde extérieur est une préoccupation.

Armenpress

16.12.2022

La route Stepanakert-Goris reliant l'Artsakh à l'Arménie continue d'être bloquée par l'Azerbaïdjan

Le Corridor de Latchine, la seule route reliant l'Artsakh à l'Arménie, reste bloqué par l'Azerbaïdjan, à 16h 30 le 16 décembre, a annoncé le Centre d'information de l'Artsakh.

L'Azerbaïdjan a bloqué le corridor depuis le 12 décembre sous un prétexte

"environnemental". Plusieurs centaines d'habitants de l'Artsakh, dont des enfants, ne peuvent pas rentrer chez eux en raison du blocage de la route. L'Azerbaïdjan a également coupé l'approvisionnement en gaz de l'Artsakh depuis le 13 décembre, mais l'a rétabli aujourd'hui.

Armenpress

16.12.2022

Les soldats de la paix russes devraient également avoir le pouvoir de faire respecter la paix : David Babayan

Le ministre des affaires étrangères par intérim de l'Artsakh, David Babayan, souligne l'importance de donner un mandat international aux casques bleus russes déployés dans le Haut-Karabakh pour imposer la paix en même temps que la mission de maintien de la paix. Comme le rapporte "Armenpress", cette opinion a été exprimée par Babayan lors du briefing avec les journalistes à l'Assemblée nationale.

"Sans la mission russe de maintien de la paix, l'Artsakh aurait été détruit depuis longtemps. D'autre part, nous constatons que le potentiel de la mission de maintien de la paix, qui découle directement du mandat, doit être renforcé", a souligné M. Babayan.

Il a ajouté qu'ils ont des suggestions à faire, du point de vue qu'ils ont exprimé dans diverses instances : tout d'abord, le nombre de soldats de la paix russes devrait être augmenté. Selon M. Babayan, 1 980 personnes ne peuvent pas remplir pleinement cette fonction.

"Il n'y a que quelques casques bleus déployés dans le secteur de Shushi. Par conséquent, il convient tout d'abord d'en augmenter le nombre. Deuxièmement, ils devraient recevoir un mandat international. Cela signifierait qu'ils devraient avoir le droit d'assurer la paix avec la mission de maintien de la paix, comme ce fut le cas au Kosovo et en Bosnie. Il y a un gardien de la paix là-bas, si un groupe de personnes s'approche, il est averti de ne pas s'approcher, s'il continue, il peut aussi utiliser la force", a déclaré Babayan.

Babayan a déclaré que les casques bleus russes n'ont pas cette autorité et qu'ils

devraient avoir un mandat international pour cela.

Babayan a souligné que le sort de l'Artsakh est aussi le sort du monde civilisé. "Une société démocratique ne peut tolérer la destruction d'un pays démocratique non reconnu par un pays totalitaire. Par conséquent, chacun doit mettre de côté ses préférences géopolitiques et faire quelque chose pour qu'il n'y ait pas de génocide. Et cela n'est possible qu'en modifiant ce mandat", a-t-il déclaré.

Le 12 décembre, à 10h30, un groupe d'Azerbaïdjanais a bloqué le tronçon de route Stepanakert-Goris près de Shushi-Karin Tak, dans le corridor de Latchine, pour des raisons environnementales. Des centaines de citoyens, dont des enfants mineurs, ne peuvent pas rentrer chez eux en raison du blocage du corridor de Lachine. Les liaisons de transport entre les villages de Lysagor, Mets Shen, Hin Shen et Yeghtsaoh de la région de Shushi et la capitale Stepanakert sont interrompues.

À partir du 13 décembre, l'Azerbaïdjan a également interrompu l'approvisionnement en gaz de la République d'Artsakh, qui a été rétabli le 16 décembre.

Armenpress

15.12.2022

David Babayan appelle la communauté internationale à condamner l'agression azerbaïdjanaise

Le 14 décembre, le ministre des Affaires étrangères par intérim de la République d'Artsakh David Babayan a envoyé des lettres au Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, au président en exercice de l'OSCE, au ministre polonais des Affaires étrangères, Zbigniew Rau, à la chef de la délégation de l'UE en Arménie, l'ambassadrice Andrea Wiktorin, au chef du bureau du Conseil de l'Europe, Martina Schmidt, à la coordinatrice résidente des Nations unies en Arménie, Christine Weygand, aux ambassadeurs de la Fédération de Russie, des États-Unis d'Amérique, de la République française, de la République islamique d'Iran, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République populaire de Chine, de la

République de Grèce, di Commonwealth d'Australie, de la République arabe d'Égypte, de la République fédérale démocratique d'Éthiopie auprès de la République d'Arménie, ainsi qu'un certain nombre d'autres organisations internationales, a déclaré le ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh.

Les lettres présentaient la situation actuelle en Artsakh survenue en raison du blocage par l'Azerbaïdjan de la seule route reliant l'Artsakh au monde extérieur et de la perturbation de l'approvisionnement en gaz naturel de l'Arménie vers l'Artsakh.

Les documents ont évalué la politique et les actions de l'Azerbaïdjan comme une violation flagrante du droit international, du droit humanitaire international et de la déclaration trilatérale signée le 9 novembre 2020 par l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie.

Les lettres appellent les responsables et les organisations à utiliser toutes les mesures nécessaires pour condamner l'agression de l'Azerbaïdjan, dissuader ses actions violentes et lever le blocus de l'Artsakh.

La nécessité d'évaluer correctement les actions de l'Azerbaïdjan a été soulignée dans les lettres.

ECONOMIE

Armenpress

16.12.2022

Les ressortissants étrangers qui achètent des biens immobiliers en Arménie sont principalement des Russes

166 486 transactions immobilières ont été enregistrées au cours des dix premiers mois de 2022 en Arménie, selon le Comité du cadastre.

Ce chiffre représente une croissance de 3,6 % par rapport à la même période en 2021.

La demande a augmenté et a entraîné une hausse des prix de l'immobilier.

"En octobre, les prix moyens des appartements en Arménie ont augmenté de 12,9% par rapport à octobre 2021. Dans les régions, le chiffre moyen est de 19,1%", a déclaré le directeur adjoint du comité du cadastre, Arman Petrosyan.

Selon M. Petrosyan, le marché de l'immobilier est le premier à réagir aux processus qui se déroulent dans l'économie. La croissance de l'activité économique de 14,1 % enregistrée au cours des neuf derniers mois a eu un impact sur le pouvoir d'achat et la demande. Les programmes de prêts hypothécaires à terme favorables ont également un impact sur le marché.

Parallèlement, l'afflux d'étrangers en Arménie n'a qu'un impact insignifiant, voire nul, sur les prix de l'immobilier sur le marché, a déclaré M. Petrosyan.

"Au cours des dix mois de 2022, les ressortissants étrangers n'ont acheté que 1581 biens immobiliers. Cela ne représente que 3,6 % de l'ensemble des transactions. Les ressortissants étrangers ont principalement acquis des appartements, des terrains ou des maisons privées", a déclaré M. Petrosyan.

La plupart des ressortissants étrangers qui ont acheté des biens immobiliers en Arménie sont originaires de Russie, suivis par les États-Unis et l'Iran. Les étrangers ont surtout acheté des biens immobiliers à Erevan, puis à Kotayk.

Les ventes, les héritages et les hypothèques constituent la majorité des transactions en Arménie avec respectivement 38,3%, 19,3% et 13%. La plupart des transactions ont eu lieu à Erevan, avec plus de 53 000 transactions, suivi de Kotayk, Armavir et Ararat. Le moins de transactions immobilières a eu lieu à Vayots Dzor (2%).

Armenpress

15.12.2022

L'Arménie et les EAU signent un protocole d'accord sur la coopération dans le secteur de l'emploi

Les gouvernements d'Arménie et des Émirats arabes unis ont signé un protocole

d'accord sur la coopération en matière de travail et d'emploi. Armenpress en a été informé par le gouvernement de la RA.

Le mémorandum a été signé par Narek Mkrtchyan, ministre du travail et des affaires sociales de la RA, et Abdulrahman Al Awar, ministre des ressources humaines des Émirats arabes unis.

Le mémorandum régleme un certain nombre de questions liées à l'emploi des citoyens de la RA aux Émirats arabes unis.

Dans le cadre du mémorandum, le gouvernement de la RA s'est engagé à assurer le recrutement des travailleurs et leur préparation au départ vers les Émirats arabes unis, à fournir des informations sur les lois, règles et procédures relatives à l'emploi, etc.

Le gouvernement des Émirats arabes unis, pour sa part, s'est engagé à protéger les droits des travailleurs ayant la nationalité émirienne aux Émirats arabes unis, conformément aux lois applicables dans le pays. Le gouvernement des Émirats arabes unis s'engage également à veiller à ce que l'entrée et l'emploi de travailleurs ayant la citoyenneté RA aux Émirats arabes unis soient conformes aux lois, procédures et règlements en vigueur dans le pays.

Un accord a été conclu entre les parties pour établir un comité de coordination avec la participation de représentants des deux pays, qui veillera à ce que, dans les 6 mois précédant leur départ de la République d'Arménie pour les EAU, les citoyens de la RA disposent d'offres d'emploi dûment signées par l'employé et l'employeur.

Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du mémorandum, les autorités chargées de la mise en œuvre de l'accord signeront également les procédures nécessaires.

Armenpress

15.12.2022

Les prêts et les dépôts augmentent en Arménie

Au cours des 9 mois de cette année, les volumes de prêts ont augmenté de 4,3 % et les dépôts de 10,9 % par rapport à la même période de l'année dernière, a déclaré le ministre des finances Tigran Khachatryan.

"Au cours des neuf premiers mois de cette année, le volume des prêts a augmenté de 4,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les dépôts ont augmenté de 10,9 % au cours de la même période", a-t-il déclaré aux législateurs lors d'une audition de la commission parlementaire sur le rapport budgétaire du gouvernement.

MOBILISATION

Armenpress

19.12.2022

Les Arméniens de Belgique demandent à l'UE et à la communauté internationale d'exercer une pression sur l'Azerbaïdjan

A l'initiative de diverses structures de la diaspora, les Arméniens de Belgique ont organisé une manifestation à Bruxelles, demandant à l'Union européenne et à la communauté internationale de faire pression sur l'Azerbaïdjan pour qu'il ouvre la seule route reliant l'Artsakh au monde. Le chef de la Fédération arménienne européenne pour la justice et la démocratie, Gaspar Karapetyan, a déclaré dans son discours que l'Europe et la communauté internationale continuent d'avoir deux "balances". La presse internationale, tout le monde a très bien présenté la réalité, mais ce que l'on attend, ce sont les mesures pratiques. "Nous exigeons de l'Union européenne que des mesures pratiques soient prises", a déclaré Karapetyan, tout en remerciant que des déclarations de condamnation soient faites, exigeant que l'Azerbaïdjan ouvre la route reliant l'Artsakh au monde. Il a remercié le Parlement européen pour avoir condamné fermement l'Azerbaïdjan ces dernières années, exigeant le rétablissement des droits des Arméniens. "Nous, les Arméniens de l'Artsakh, les Arméniens d'Arménie, les Arméniens de la diaspora, devons être unis, peu importe à quel point certains veulent créer des tranchées entre nous. Nous devons lutter ensemble et prouver que nous existons", a souligné M. Karapetyan. Les participants à la manifestation de Bruxelles ont brandi les drapeaux de l'Arménie et de l'Artsakh, des banderoles portant

l'inscription "Stop à l'agression azerbaïdjanaise" et d'autres écrits. Les Arméniens ont demandé à l'Union européenne et à la communauté internationale de faire pression sur l'Azerbaïdjan pour qu'il ouvre immédiatement le corridor de Latchine, prenne des mesures concrètes visant à assurer la sécurité de la population arménienne de l'Artsakh, reconnaisse la République de l'Artsakh, établisse une organisation humanitaire en Artsakh. Ils ont également demandé d'imposer des sanctions individuelles contre les biens des autorités azerbaïdjanaises, de prolonger immédiatement le mandat de la mission d'observation de l'UE. Parmi les initiateurs de l'action de protestation figuraient le Comité des Arméniens de Belgique, la Fédération arménienne européenne pour la justice et la démocratie et d'autres structures.

Armenpress

19.12.2022

Pallone demande à Biden de prendre des mesures pour assurer la sécurité du peuple de l'Artsakh

Le membre du Congrès américain Frank Pallone s'est joint à d'autres législateurs américains pour demander instamment au président des États-Unis Joe Biden de prendre des mesures pour assurer la sécurité de la population de l'Artsakh (Haut-Karabakh).

"Je me suis joint à mes collègues pour écrire une lettre à POTUS l'exhortant à prendre des mesures pour assurer la sécurité de la population de l'Artsakh après que l'Azerbaïdjan a imposé un blocus du corridor de Latchine, la seule route reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie, mettant en danger des milliers de personnes", a tweeté Pallone.

Comme indiqué précédemment, une lettre du Congrès américain adressée au président Joe Biden, sous la direction du député Adam Schiff (D-CA), appelle à une action décisive des États-Unis en réponse au blocus de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan, à une réaffirmation bipartisane des demandes d'arrêt de l'aide militaire américaine à l'Azerbaïdjan et à la reprise de l'aide humanitaire aux Arméniens de l'Artsakh.

Armenpress

18.12.2022

La communauté arménienne d'Espagne a adressé une pétition au Congrès et au Sénat espagnols concernant le blocage du corridor de Latchine

La communauté arménienne d'Espagne a adressé une pétition au Congrès et au Sénat espagnols concernant le blocage du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan, les exhortant à condamner les actions inhumaines de l'Azerbaïdjan contre le peuple d'Artsakh et à prendre des mesures efficaces pour assurer la sécurité d'Artsakh. Les représentants de la communauté arménienne demandent au parlement espagnol d'imposer des sanctions contre l'Azerbaïdjan et d'exiger que ce pays ouvre immédiatement le corridor de Latchine.

Comme le rapporte "Armenpress", la pétition indique que le gouvernement azerbaïdjanais mène des activités inhumaines et brutales contre le peuple de l'Artsakh, mettant ainsi plus de 120 000 personnes en danger de génocide.

"Le 12 décembre 2022, dans la matinée, l'Azerbaïdjan a bloqué le corridor de Latchine, la seule autoroute reliant l'Artsakh à l'Arménie et au reste du monde, sous un faux prétexte environnemental, paralysant ainsi la vie de la population, ce qui pourrait conduire à une catastrophe humanitaire et économique", indique la pétition.

Il est noté qu'en fermant illégalement le corridor de Lachine, l'Azerbaïdjan viole la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020. Les provocations militaires et la terreur psychologique de l'Azerbaïdjan contre la population arménienne de l'Artsakh sont une manifestation de la politique d'anéantissement des Arméniens de l'Artsakh et du désarmement complet de l'Artsakh.

"Pendant trois jours, la population civile et les infrastructures vitales de l'Artsakh ont été privées d'approvisionnement en gaz, les écoles et les maternelles ont été contraintes de fermer parce que le gaz chauffe les salles de classe, et en conséquence, quelque 22 000 enfants ont été privés de leur droit à l'éducation", peut-on lire dans la pétition.

Les représentants de la communauté arménienne d'Espagne préviennent que le

blocus de l'Artsakh a entraîné de graves problèmes d'accès à la nourriture, aux médicaments, au carburant et à d'autres produits vitaux ; il y a des patients dans un état critique dont la vie est en danger car il est presque impossible de les transporter en Arménie.

Il faut noter que 1 100 civils, dont 270 enfants, ont été bloqués sur la route - en raison du froid de l'hiver. Il est également noté qu'en raison du blocage du corridor, les médias arméniens ne sont pas en mesure de couvrir les événements.

Les médias arméniens ne sont pas en mesure de couvrir les événements de la partie fermée du corridor.

La communauté arménienne d'Espagne lance un appel au Congrès des Députés et au Sénat d'Espagne:

1. Condamner les actions ignobles et inhumaines de l'Azerbaïdjan et prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité de l'Artsakh.
2. Exiger l'ouverture immédiate et inconditionnelle du corridor de Latchine.
3. Établir des sanctions contre les autorités azerbaïdjanaises.
4. Exiger que l'Azerbaïdjan remplisse les engagements qu'il a pris dans le cadre de la déclaration trilatérale du 9 novembre afin de garantir la sécurité des déplacements des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine, dans les deux directions.

Armenpress

17.12.2022

La vice-présidente de la Chambre des représentants des États-Unis demande que l'Azerbaïdjan soit tenu pour responsable

La présidente adjointe de la Chambre des représentants des États-Unis, Katherine Clark, souligne la nécessité de tenir l'Azerbaïdjan pour responsable du blocage du corridor de Latchine, la seule route reliant l'Artsakh au monde extérieur.

"Le blocus de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan est une crise humanitaire en gestation. Des milliers de vies arméniennes - en particulier celles des personnes âgées et des enfants - seraient en danger si l'accès à la nourriture, aux médicaments et au

chauffage ne se rétablissait pas. Nous devons contribuer à garantir la paix et tenir l'Azerbaïdjan pour responsable", a déclaré Katherine Clark.

Depuis le 12 décembre, l'Azerbaïdjan bloque le corridor de Latchine, la seule route reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie et au monde extérieur. L'Azerbaïdjan a également coupé l'approvisionnement en gaz de l'Artsakh depuis le 13 décembre, mais ne l'a rétabli que le 16 décembre.

Armenpress

17.12.2022

Les membres du Congrès américain appellent l'administration Biden à imposer des sanctions contre l'Azerbaïdjan

Une lettre du Congrès américain au président Joe Biden, rédigée en termes forts et dirigée par le membre du Congrès Adam Schiff (D-CA), appelle à une action décisive des États-Unis en réponse au blocus de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan, à une réaffirmation bipartisane des demandes d'arrêt de l'aide militaire américaine à l'Azerbaïdjan et à la reprise de l'aide humanitaire aux Arméniens de l'Artsakh, a rapporté le Comité national arménien d'Amérique (ANCA).

Depuis le 12 décembre, l'Azerbaïdjan a bloqué le corridor de Lachin, la seule route reliant le Haut-Karabakh (Artsakh) à l'Arménie. L'effet a été dévastateur pour la population, privant 120 000 personnes de l'accès à cette route qui fournit une grande partie de la nourriture, des fournitures médicales, des transports et d'autres biens essentiels à l'Artsakh, et les privant de leur droit à la libre circulation. Selon d'autres rapports, l'Azerbaïdjan aurait également coupé l'une des principales sources de gaz naturel pour les civils du territoire, privant potentiellement des dizaines de milliers de personnes de chauffage alors que les températures chutent.

"Si cette situation perdure, une crise humanitaire aux conséquences potentiellement tragiques est imminente. De plus, les actions de l'Azerbaïdjan constituent une violation directe de la déclaration trilatérale de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, qui souligne son engagement à garantir la sécurité des déplacements des personnes, des véhicules et des marchandises le long du

corridor de Latchine", ont déclaré les membres du Congrès dans la lettre.

Ils ont déclaré que, malgré "les appels du Congrès à une aide humanitaire américaine directe et indispensable pour le peuple de l'Artsakh, l'administration n'a, à ce jour, pas fourni d'aide adéquate, ce qui rend d'autant plus urgente une action décisive de l'administration".

"Nous exhortons l'Administration à utiliser tous les outils à sa disposition pour assurer la sécurité du peuple d'Artsakh, maintenant et à l'avenir, y compris la cessation du soutien financier à l'Azerbaïdjan et l'imposition de sanctions. Nous ne pouvons pas permettre à la politique d'agression et d'intimidation de l'Azerbaïdjan de se poursuivre", ont déclaré les membres du Congrès.

Armenpress

16.12.2022

Le blocage du corridor de Latchine compromet tout le processus de paix dans le Sud-Caucase - MAE Lituanie

Le ministère des Affaires étrangères de la Lituanie a exprimé sa profonde inquiétude quant à la poursuite du blocus du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan.

"Nous sommes profondément préoccupés par la poursuite du blocus du corridor de Latchine, qui entraîne de graves conséquences humanitaires pour le Haut-Karabakh. De tels développements entravent non seulement la libre circulation, mais font également dérailler l'ensemble du processus de paix dans le Sud-Caucase", a tweeté le ministère lituanien des affaires étrangères.

Depuis le 12 décembre, l'Azerbaïdjan bloque le corridor de Latchine, la seule route reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie et au monde extérieur.

Armenpress

16.12.2022

Les co-rapporteurs de l'APCE publient une déclaration commune sur la situation dans le corridor de Latchine

Dans une déclaration commune, quatre co-rapporteurs de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur le monitoring de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie ont évoqué la situation dans le corridor de Latchine, exprimant leur inquiétude quant aux violations de la liberté de circulation dans le corridor de Latchine, causant des souffrances considérables à la population. Comme le rapporte Armenpress, la déclaration signée par les quatre co-rapporteurs se lit comme suit.

"La liberté et la sécurité de la circulation des personnes et des biens le long du corridor doivent être rétablies de toute urgence. Nous appelons tout

...